



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées  
et des enquêtes publiques

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**

**09 OCT. 2023**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 2023/40 AI DU  
IMPOSANT DES PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES  
À LA SOCIÉTÉ ITEC DANS LE CADRE DE L'EXPLOITATION D'UN ÉTABLISSEMENT  
SPÉCIALISÉ DANS LE TRAITEMENT DES MÉTAUX SITUÉ ZAC DE LANNUZEL À DIRINON**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2565 (revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°67-95 A du 18 mai 1995 autorisant la SA ITEC à exploiter ZI de Lannuzel à Dirinon un établissement spécialisé dans le traitement des métaux ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 4 juillet 2023, transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec AR du même jour, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;
- VU** les éléments d'appréciation transmis par l'exploitant par courriels du 1<sup>er</sup> et du 11 septembre 2023 en réponse au rapport du 4 juillet 2023 susvisé ;
- VU** le rapport complémentaire de l'inspection de l'environnement en charge des installations classées en date du 3 octobre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 28 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 susvisé relatif aux points de rejets des effluents dispose notamment : « *Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. [...] » ;*

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 11 mai 2023, l'exploitant indique que les eaux pluviales de l'établissement issues des toitures (descentes de gouttières) et des surfaces imperméabilisées (regards) sont rejetées vers le milieu naturel via 4 exutoires de rejet ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de limiter le nombre de points de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel et de dimensionner le dispositif de traitement adapté ;

**CONSIDÉRANT** que les eaux pluviales recueillies sur les surfaces imperméabilisées sont susceptibles d'être polluées ;

**CONSIDÉRANT** que ces eaux sont rejetées au milieu naturel sans traitement préalable ;

**CONSIDÉRANT** dès lors, il est nécessaire d'imposer à la société ITEC la réalisation d'une étude visant à optimiser les modalités de gestion des eaux pluviales collectées dans le périmètre de l'installation dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1**

La société ITEC (AIOT n°0005500719), dont le siège social est situé ZA de Lannuzel à Dirinon, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour ses installations situées à la même adresse. Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs.

### **Article 2**

L'exploitant étudie les modifications à apporter aux installations afin d'assurer la collecte séparée des eaux pluviales et le traitement des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées avant leur rejet. L'objectif de cette étude doit permettre de limiter le nombre de points de rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel et justifier les dimensionnements des ouvrages et dispositifs de traitement nécessaires.

### **Article 3**

L'étude mentionnée à l'article 2 est transmise au préfet dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Cette étude est accompagnée du calendrier prévisionnel de réalisation des modifications.

### **Article 4**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Rennes, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessibles par le site Internet <https://www.telerecours.fr> :

- 1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
  - b) la publication de la décision sur le site Internet de la Préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).

### **Article 5**

Le Secrétaire général de la préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ITEC et dont une copie sera adressée au maire de Dirinon.

Pour Le Préfet,  
Le Secrétaire Général,



François DRAPÉ

#### Destinataires :

- M. le Maire de Dirinon
- DREAL Bretagne / UD 29
- M. le Directeur de la société ITEC